

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 62 DU 29 AVRIL 2019

NOR : AGRS1997229M

IDCC : 8262

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne Franche-Comté FRSEA ;
Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Bourgogne Franche-Comté FRCUMA ;

Fédération entrepreneurs des territoires Bourgogne EDT,

D'une part, et

FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'Agriculture ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre à jour les dispositions de la convention collective suite à la signature de l'avenant n° 49 du 15 mai 2018 à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, lequel réduit notamment le délai de franchise relatif à la garantie incapacité temporaire de travail, de 7 jours à 3 jours. Dès lors, il n'y a plus lieu d'appeler de cotisation supplémentaire dans la présente convention.

Il s'agit ainsi de modifier la rédaction de l'article 53 de la convention collective en supprimant le paragraphe relatif au versement des indemnités journalières complémentaires dès le 4^e jour d'arrêt de travail en cas d'incapacité temporaire de travail.

D'autre part, les partenaires sociaux, souhaitant poursuivre la mise en place de garanties supplémentaires à destination des salariés cadres, conviennent d'une cotisation supplémentaire dans le cadre de la garantie relative à la retraite supplémentaire par rapport aux dispositions prévues dans la convention collective nationale du 2 avril 1952.

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche de la production agricole comprenant majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessous énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises.

Article 1^{er}

Modification de l'article 53 de la convention collective

L'article 53 de la convention collective relatif au régime de prévoyance est réécrit comme suit :

« Les salariés cadres, ou cotisant au régime de retraite complémentaire des cadres en vertu d'une décision de l'AGIRC, sont bénéficiaires du régime complémentaire de prévoyance institué par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

En complément de ce régime national obligatoire, les salariés cadres, ou cotisant au régime de retraite complémentaire des cadres en vertu d'une décision de l'AGIRC, rattachés à la présente convention collective, bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire plus élevé, en contrepartie du versement d'une cotisation dont le taux est fixé comme suit :

(En pourcentage.)

TRANCHE DU SALAIRE	TAUX GLOBAL surcotisation régionale	PART SALARIALE	PART PATRONALE
Tranche 1	1	0,42	0,58
Tranche 2	0,5	0,21	0,29

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur au 1^{er} jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 29 avril 2019.

(Suivent les signatures.)